



## **GROUPEMENT REGIONAL POUR LA QUALITE ALIMENTAIRE**

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**Fiduciaire Métropole Audit**

*Commissaire aux comptes*

*American Institute of Certified Public Accountant International Affiliate*



**Fiduciaire Métropole Audit**  
26, boulevard du Général de Gaulle  
59100 ROUBAIX

## **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

### **GROUPEMENT REGIONAL POUR LA QUALITE ALIMENTAIRE**

Association Loi 1901  
2, Rue du Dormagen, 59350 Saint-André-lez-Lille

Aux membres de l'Association GROUPEMENT REGIONAL POUR LA QUALITE ALIMENTAIRE,

#### **Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GROUPEMENT REGIONAL POUR LA QUALITE ALIMENTAIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

---

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

---

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe 7.2 « Produits par origine » de la note 7 « Informations relatives au Compte de résultat » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et les méthodes comptables relatives au traitement comptable de la subvention reçue de la région.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

## **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

### **Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des

circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Roubaix, le 18 mars 2025

Le Commissaire aux comptes

**Fiduciaire Métropole Audit**



François CREQUY  
Associé

# Bilan Actif

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup> Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	15 403	15 403	
		TOTAL	15 403	15 403	
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Inst. techniques, mat.out. Industriels Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	79 890 702 750 122 450	19 653 549 497 122 450	60 237 153 253
		TOTAL	905 092	691 601	213 490
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			62 094 165 797
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres			
		TOTAL	360	360	378
		TOTAL	360	360	378
	Total I	920 855	707 005	213 850	228 270
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres	48 904 80 296	6 860	42 043 80 296
		TOTAL	129 200	6 860	122 340
	Divers	Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>			
			151 238 9 846	151 238 9 846	61 818 7 976
	Total II	290 284	6 860	283 424	316 107
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 211 140	713 865	497 275	544 378
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

# Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	14 449	14 449
	Report à nouveau	35 828	35 294
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	3 339	534
	Situation nette (sous-total)	53 617	50 277
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	197 971	209 942
	Provisions réglementées		
Total I		251 588	260 220
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	112 384	158 194
Total III		112 384	158 194
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	1 309	1 309
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 515	22 332
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	97 272	94 022
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		104
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	6 204	8 196
Total IV		133 302	125 964
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		497 275	544 378
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

# Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	18 860	16 860
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	117 830	119 691
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	406 456	408 196
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		2 000
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	63 006	6 043
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	0	1 866
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	606 153	554 657
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	119 503	131 542
	Aides financières	1 726	3 466
	Impôts, taxes et versements assimilés	19 936	17 640
	Salaires et traitements	314 425	267 111
	Charges sociales	129 448	111 489
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	14 402	19 067
	Dotations aux provisions	8 589	18 376
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	7 890	2 287
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	615 921	570 982
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-9 767	-16 324



# Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 354	1 309
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 354	1 309
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	217	
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	217	
2. Résultat financier (III-IV)		1 137	1 309
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-8 630	-15 014
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 971	15 637
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	11 971	15 637
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		84
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		84
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		11 971	15 553
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1	4
Total des produits (I + III + V)		619 479	571 604
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		616 140	571 070
EXCÉDENT OU DÉFICIT		3 339	534
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

## Table des matières

1	<b>Objet social</b>
2	<b>Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées</b>
3	<b>Description des moyens mis en œuvre</b>
4	<b>Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture</b>
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture
5	<b>Principes et méthodes comptables</b>
5.1	Principes généraux
5.1.1	Changements de méthode comptable
5.1.2	Changements d'estimation
5.1.3	Corrections d'erreurs
5.2	Dérogations
5.3	Principales méthodes comptables
6	<b>Informations relatives aux postes du bilan</b>
6.1	Actif immobilisé
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé
6.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé
6.1.4	Coût d'emprunt
6.1.5	Prêts aux partenaires
6.2	Actif circulant
6.2.1	Stocks et en cours
6.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations
6.2.3	Précisions sur d'autres créances
6.3	Fonds propres
6.3.2	Réserves, statutaires ou contractuelles, pour projet de l'entité, autres,...
6.3.3	Subventions d'investissement
6.3.4	Autres fonds propres
6.4	Fonds reportés et dédiés
6.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges
6.5.1	Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)
6.5.2	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)
6.6	Provision pour risques et charges
6.6.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés
6.7	Dettes
6.7.1	Emprunts et autres dettes assimilés
6.7.2	Précisions sur d'autres dettes
6.8	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice
7	<b>Informations relatives au Compte de résultat</b>

## Groupement Régional pour la Qualité Alimentaire

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

- 7.1 Résultats par activité ou établissement
- 7.2 Produits par origine
  - 7.2.1 Cotisations
  - 7.2.2 Subventions et autres concours publics
  - 7.2.3 Reprises sur provisions et dépréciations
- 7.3 Résultat financier
- 7.4 Résultat exceptionnel
- 7.5 Autres informations sur les « Charges des Contributions volontaires en nature » du compte de résultat
- 7.6 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat
  - 7.6.1 Produits à recevoir
  - 7.6.2 Charges à payer
  - 7.6.3 Produits et charges imputables à un autre exercice
  - 7.6.4 Transferts de charges
  - 7.6.5 Honoraires des commissaires aux comptes
- 8 Informations relatives à la fiscalité**
- 9 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales**
- 10 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**
  - 10.1 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées
  - 10.2 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)
  - 10.3 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat
  - 10.4 Libéralités acceptées par l'association pour lesquelles un délai d'opposition administrative existe
- 11 Informations relatives à l'effectif**
- 12 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**
  - 12.1 Engagements financiers donnés et reçus
  - 12.2 Engagements pris en matière de crédit-bail
  - 12.3 Autres opérations non inscrites au bilan

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- valoriser les savoir-faire et les services des professionnels régionaux ;
- valoriser les qualités spécifiques des produits et des savoir-faire régionaux par les signes officiels de qualité, la(es) marque(s) collective(s) régionale(s) et toutes autres démarches concernant le Développement Durable, la Qualité Nutritionnelle ;
- être centre de ressources sur la qualité alimentaire par des interventions, des expositions, des conférences, etc...

Et plus généralement, être l'interlocuteur de tous les professionnels pour toute action favorisant l'objet de l'association, et contribuer avec eux à la mise en œuvre d'une alimentation durable.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées dans nos fonds propres.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- d'une part, valoriser les productions agricoles et agro-alimentaires des Hauts de France par les démarches officielles de qualité
- d'autre part être centre de ressources et d'expertise des SIQO en Hauts-de-France notamment via la mise à jour des données du mémento économique des SIQO
- enfin, d'informer les consommateurs et les professionnels sur les garanties données par les signes de qualité et sur la façon de les obtenir.

Les missions de l'association sont à ce jour recentrées sur trois axes :

- dynamiser les filières de qualité territorialisées par les démarches officielles de qualité ; exercée auprès de la région Hauts-de-France ;
- donner les moyens aux consommateurs de faire des choix éclairés pour consommer autrement ; exercée auprès de la région Hauts-de-France ;
- encourager la mise en œuvre d'une alimentation durable en Hauts de France ; exercée sur la région transfrontalière dans le cadre du projet AD-T.

### **3 Description des moyens mis en œuvre**

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines :
  - / Renforcement de l'équipe pour le projet « introduction des produits sous SIQO des Hauts-de-France en restauration collective publique »
- Communication :
  - / Réédition des outils dans le cadre de la participation au SIA 2020, au cours duquel a été organisé un stand collectif de mise en avant des produits sous SIQO des Hauts-de-France
  - / Guide « produits sous SIQO des Hauts-de-France pour la restauration collective publique

### **4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **4.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

#### **4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

### **5 Principes et méthodes comptables**

#### **5.1 Principes généraux**

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### 5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode ayant un impact significatif.

#### 5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### 5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

#### 5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

#### 5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées par le règlement 2014-03 :

- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

## 6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui

permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### 6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,

— Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	15 404 €			15 404 €
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>15 404 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>15 404 €</b>
Terrains	79 891 €			79 891 €
Constructions	702 751 €			702 751 €
Install. techniques, matériel, outillage	122 451 €			122 451 €
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>905 092 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>905 092 €</b>
Autres immobilisations financières	378 €		18 €	360 €
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>378 €</b>	<b>- €</b>	<b>18 €</b>	<b>360 €</b>
<b>Total</b>	<b>920 874 €</b>	<b>- €</b>	<b>18 €</b>	<b>920 856 €</b>



# Groupement Régional pour la Qualité Alimentaire

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

## 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	15 404 €			15 404 €
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>15 404 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>15 404 €</b>
Agencement aménagements de terrain	17 796 €	1 858 €		19 654 €
Constructions	536 953 €	12 544 €		549 497 €
Install. techniques, matériel, outillage	122 451 €			122 451 €
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>677 200 €</b>	<b>14 402 €</b>	<b>0 €</b>	<b>691 602 €</b>
<b>Total</b>	<b>692 603 €</b>	<b>14 402 €</b>	<b>0 €</b>	<b>707 005 €</b>

### 6.1.2.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		14 402 €		
Immobilisations financières				
<b>Total</b>		<b>14 402 €</b>		

6.1.2.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Non applicable.

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Agencement des terrains	Linéaire	10 ans
Constructions	Linéaire	De 9 à 39 ans
Installations techniques	Linéaire	De 3 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	De 4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	De 3 à 10 ans

6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Non applicable.

6.1.4 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

#### 6.1.5 Prêts aux partenaires

Non applicable.

### 6.2 Actif circulant

#### 6.2.1 Stocks et en cours

Non applicable.

#### 6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

##### 6.2.2.1 Créances reçues par legs ou donations

Non applicable.

##### 6.2.2.2 Dépréciations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations cumulées au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions des dépréciations de l'exercice	Dépréciations cumulées à la fin de l'exercice
Stocks	0 €			0 €
Usagers	4 573 €	4 573 €	2 287 €	6 860 €
Autres	3 506 €		3 506 €	0 €
<b>Total</b>	<b>8 079 €</b>	<b>4 573 €</b>	<b>5 793 €</b>	<b>6 860 €</b>

#### 6.2.3 Précisions sur d'autres créances

Les autres créances s'élèvent à 80 296 € et sont constituées principalement de la subvention du Conseil Régional à recevoir pour 80 000 €.

##### 6.2.3.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 9 846 € et concernent des charges d'exploitation.

### 6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

#### 6.3.1.1 Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					0 €
fonds propres avec droit de reprise					0 €
Réserves	14 449 €				14 449 €
Report à nouveau	35 294 €	534 €			35 828 €
Résultat de l'exercice	534 €	-534 €	3 339 €		3 339 €
<b>Situation nette</b>	<b>50 277 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 339 €</b>	<b>0 €</b>	<b>53 616 €</b>
Subventions d'investissement	209 943 €			11 971 €	197 971 €
<b>Total</b>	<b>260 220 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 339 €</b>	<b>11 971 €</b>	<b>251 588 €</b>

#### 6.3.1.2 Fonds propres sans droit de reprise

Non applicable.

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

#### 6.3.1.3 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Non applicable.

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle, provisoire, d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

### 6.3.2 Réserves, statutaires ou contractuelles, pour projet de l'entité, autres, ..

#### 6.3.2.1 Réserves statutaires et contractuelles

Non applicable.

#### 6.3.2.2 Réserves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

La réserve pour projet de l'entité s'élève à 14 449 €.

### 6.3.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).



## Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	756 006 €			756 006 €
Quotes-parts virées au résultat	546 064 €	11 971 €		558 035 €
Montant net en fonds propres	209 942 €	11 971 €		197 971 €

### Subventions d'équipement 2004

Le budget 2004 comportait une ligne "locaux : remboursement de la Mairie" pour 30 500 €. Ce montant était financé globalement dans la subvention de fonctionnement de l'exercice 2004 accordée par la région d'un montant de 599 000 €. Nous avons fait figurer en subvention d'équipement la quote-part finançant ces 30 500 €.

#### 6.3.4 Autres fonds propres

Non applicable.

#### 6.4 Fonds reportés et dédiés

Non applicable.

#### 6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Situations et mouvements				
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	158 194 €	4 016 €	49 826 €	112 384 €
<b>Total</b>	158 194 €	4 016 €	49 826 €	112 384 €

Les provisions pour charges sont relatives aux engagements « Indemnité de fin de carrières ».

#### 6.5.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	4 016 €		
<b>Total</b>	4 016 €		

#### 6.5.2 Aménagement du cadre général – Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	49 826 €		
<b>Total</b>	49 826 €		

## 6.6 Provision pour risques et charges

### 6.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	112 384 €		112 384 €

Conformément à une délibération du Bureau de novembre 1997, l'entité provisionne ses engagements relatifs au régime d'indemnités de départ à la retraite dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après.

L'indemnité de départ en retraite est prévue par l'accord d'entreprise du 13 avril 2001 applicable à l'association qui prévoit dans son article 17 : « Une prime de départ à la retraite de 3/10ème de traitement brut mensuel par année de présence est versée lors du départ à la retraite.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes à la date de clôture :

- départ volontaire du salarié ;
- calcul sur la base du salaire brut annuel ;
- application de la méthode prospective (méthode des unités de crédit projetées);
- taux d'actualisation à 3,50% ;
- taux de revalorisation des salaires compris entre 0 et 3,50% ;
- taux de cotisations ou contributions lors du versement des indemnités de 45 % ;
- table de mortalité INSEE 2015-2017 ;
- probabilité de turn over de 7% entre 20 et 29 ans, 4% entre 30 et 39 ans et 1% entre 40 et 49 ans et 0% au-delà ;
- âge de départ à la retraite de 64 ans.

## 6.7 Dettes

### 6.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Non applicable.



## 6.7.2 Précisions sur d'autres dettes

### 6.7.2.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 6 204 € et concernent des produits d'exploitation.

### 6.7.2.2 Subventions à reverser

Non applicable.

## 6.8 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Autres	360 €		360 €
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	48 904 €	48 904 €	
Autres créances clients			
Etat et autres collectivités publiques	80 000 €	80 000 €	
Débiteurs divers	296 €	296 €	
Charges constatées d'avance	9 846 €	9 846 €	
TOTAL	139 406 €	139 046 €	360 €

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	1 310 €	1 310 €		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	28 516 €	28 516 €		
Personnel et comptes rattachés	31 330 €	31 330 €		
Sécurité sociale et autres organismes	57 022 €	57 022 €		
Etat et autres collectivités publiques	8 921 €	8 921 €		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	6 204 €	6 204 €		
<b>TOTAL</b>	<b>133 303 €</b>	<b>133 303 €</b>		

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### 7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre</i>		3 339 €
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>3 339 €</b>

## **7.2 - Produits par-origine -**

### **7.2.1 Cotisations**

Les cotisations sont reconnues au même rythme que la prestation des services des services fournis aux membres ou bénéficiaires, conformément aux règles comptables appliquées par l'association.

#### **7.2.1.1 Cotisations sans contrepartie**

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publications ou la remise de biens de faible valeur.

Notre entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, ainsi conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n°2018-06 cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Les cotisations sans contrepartie s'élèvent à 6 860 €.

#### **7.2.1.2 Cotisations avec contrepartie**

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Notre l'entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, ainsi conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n°2018-06 cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Les cotisations avec contrepartie s'élèvent à 12 000 €.

#### **7.2.1.3 Ventes de biens et services**

Les ventes de biens et services se décomposent comme suit :

- Loyers facturés pour 35 932 € ;
- Refacturations de charges liées au bâtiment pour 39 595 € ;
- Prestations extérieures pour 15 113 € ;

- Mise à disposition de personnel pour 26 625 € ;
- Produits annexes pour 564 €.

## 7.2.2 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

### — Subventions :

(1) Les subventions d'exploitation ;

(2) La quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.

### — Concours publics définis à l'article 142-9 :

- / Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions,
- / Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

### 7.2.2.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

Les subventions sont reconnues au même rythme que la réalisation des projets ou des prestations financées, conformément aux règles comptables en vigueur.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.2.2.2 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Région	Collectivités territoriales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation			400 000 €	6 456 €	
<b>Total</b>			400 000 €	6 456 €	

7.2.3 Reprises sur provisions et dépréciations

Les dotations aux amortissements constituent des charges définitives ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

Reprises sur provisions et dépréciations

- Sur provisions pour risques et charges : 49 826 € sur la provision d'indemnités de départ en retraite.
- Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs et donations destinés à être cédées : 2 287 € pour la dépréciation de la créance sur la CCI de 2021 et 3 506 € sur la créance Interreg de 2021.

### 7.3 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à 1 137 € et concerne les intérêts financiers relatifs aux sommes placées sur les comptes d'épargne (Livret A et livret partenaire) diminués des intérêts sur un emprunt contracté et remboursé entièrement en 2024.

### 7.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est composé des quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat pour un total de 11 971 €.

### 7.5 Autres informations sur les « Charges des Contributions volontaires en nature » du compte de résultat

L'association ne bénéficie d'aucune contribution volontaire en nature à l'exception de la gestion bénévole de l'association par le Bureau du Conseil d'Administration.

### 7.6 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

#### 7.6.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 95 191 € et concernent la subvention 2024 du Conseil Régional pour 80 000 € et les refacturations du loyer et des charges du bâtiment du 4<sup>ème</sup> trimestre pour 15 191 €.

#### 7.6.2 Charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 59 283 € et se décomposent comme suit :

- Factures non parvenues : 10 378 € ;
- Congés provisionnés : 30 565 € ;
- Charges sociales sur congés payés : 15 283 € ;
- Charges fiscales sur congés payés : 3 057 € ;

#### 7.6.3 Produits et charges imputables à un autre exercice

Non applicable.



#### 7.6.4 Transferts de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 7 388 € et sont constitués des indemnités journalières de sécurité sociale perçues sur l'exercice.

#### 7.6.5 Honoraires des commissaires aux comptes

	Fiduciaire Métropole Audit
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 350 €
<b>Honoraires totaux</b>	<b>4 350 €</b>

## 8 Informations relatives à la fiscalité

L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé en charge est relatif à l'impôt sur les produits financiers des organismes sans but lucratif.

## 9 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Néant.

## 10 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

### 10.1 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées

Non applicable.

10.2 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

10.3 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Non applicable.

10.4 Libéralités acceptées par l'association pour lesquelles un délai d'opposition administrative existe

Non applicable.

## 11 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	5
Employés	2
Total	7

## 12 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

12.1 Engagements financiers donnés et reçus



**Groupement Régional pour la Qualité Alimentaire**

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Non applicable.

---

**12.2 Engagements pris en matière de crédit-bail**

Non applicable.

**12.3 Autres opérations non inscrites au bilan**

Non applicable

